

La colère de Ronald Coase

Ronald Coase, 101 ans, Nobel d'économie 1991, est remon-
té contre la discipline qui a
fait sa notoriété. Il vient de
publier dans le dernier numéro de la
prestigieuse *Harvard Business
Review* une charge violente sur une
science économique coupée, selon
lui, de la réalité des entreprises^(*).

Lu dans le texte, cela donne in
extenso la traduction suivante :
«L'économie telle qu'elle est présen-
tée dans les manuels et enseignée
dans les salles de classe n'a pas
grand-chose à voir avec la gestion
des affaires, et encore moins avec
l'entrepreneuriat (...) Au XX^e siècle, la
science économique est devenue
une profession ; les économistes
peuvent se permettre d'écrire exclu-
sivement les uns pour les autres.
Dans le même temps, la discipline a
connu un changement de paradig-
me, s'identifiant progressivement
comme une approche théorique de
l'«économisation» en abandonnant
la vraie économie comme sujet d'étu-
de.» Le Nobel d'économie, par
ailleurs expert en microéconomie,
dénonce la non-pertinence de la
théorie économique contemporaine
parce qu'elle a renoncé à l'économie
du monde réel comme son objet cen-
tral.

Un brin nostalgique du passé,
Ronald Coase remet donc à l'hon-
neur l'un des pères fondateurs de
l'économie moderne, Adam Smith,
qui l'associait à une étude de la natu-
re et des causes de la richesse des
nations : «Son travail de pionnier, *La
Richesse des Nations*, a été très lu
par les hommes d'affaires, même si
Smith les tenait en horreur en raison
de leur cupidité, leur myopie et
autres défauts. Le livre a également
suscité et guidé les débats entre

hommes politiques sur le commerce
et d'autres politiques économiques.
La communauté universitaire à cette
époque était petite, et les écono-
mistes ont dû faire appel à un large
public. Même à la fin du XX^e siècle,
Alfred Marshall a réussi à maintenir
l'économie comme «à la fois une
étude de la richesse et une branche
de l'étude de l'homme. Là aussi,
l'économie demeure pertinente pour
les industriels.»

Au XX^e siècle, l'économie se
replie sur elle-même, elle est fermée,
voire sectaire. Dans le même temps,
elle change de paradigme, renonce à
l'économie du monde réel comme
objet pour se recentrer sur un para-
digme plutôt «statique» : l'allocation
des ressources. Les outils utilisés
par les économistes pour analyser
les entreprises sont jugés «trop ab-
straits et trop spéculatifs».

Il s'opère ainsi un divorce entre la
discipline et «l'économie du travail»
ou de la valeur qui porte préjudice au
monde académique et des affaires.
Ce monde-là est contraint de recou-
rir au pouvoir politique pour trouver
réponse à ses angoisses : «Le gou-
vernement est de plus en plus consi-
déré comme la solution ultime pour
les difficiles problèmes écono-
miques, de l'innovation à l'emploi.»

«L'économie devient ainsi un ins-
trument commode que l'Etat utilise
pour gérer l'économie, plutôt qu'un
outil pour le public afin de l'éclairer
sur la façon dont fonctionne l'écono-
mie.»

«Aujourd'hui, l'économie de mar-
ché moderne, avec sa division du
travail toujours plus fine, s'appuie
sur un réseau commercial en
constante expansion. Elle nécessite
un réseau complexe d'institutions
sociales destinées à coordonner le

fonctionnement des marchés et des
entreprises au-delà des frontières.»

Outre qu'elle est mondialisée,
l'économie moderne a pour autre
particularité d'être «à forte intensité
institutionnelle». C'est pourquoi l'au-
teur trouve insensé – «assez trou-
blant» – qu'elle soit réduite à la
théorie des prix, ignorant par là
même les influences de la société,
de l'histoire, de la culture et de la
politique sur le fonctionnement de
l'économie.

Les économistes sont alors invi-
tés à saisir l'opportunité historique
que présente la poussée foudroyante
de l'économie de marché en Chine,
en Inde, en Afrique et ailleurs, et
avec une nouvelle ère de l'entrepre-
neuriat, «pour étudier comment
l'économie de marché gagne en
capacité de résistance dans les
sociétés marquées par la diversité
culturelle, institutionnelle et organi-
sationnelle».

Particulièrement sensible à la
théorie économique qui traite des
entreprises, des industries et du
marché, Coase publia, il y a quelque
soixante-quinze ans, un article de 20
pages, *The Nature of the Firm* (1937),
dans lequel il s'attache à répondre à
la question basique de savoir pour-
quoi il existe des entreprises. Dans
la vision classique de l'économie,
qui n'est pas la sienne, l'entreprise
n'a pas de raison d'être car l'entre-
preneur peut trouver sur le marché
les compétences dont il a besoin.
Coase a eu le mérite de montrer que
cette démarche coûte cher : il faut
chercher, se renseigner, négocier...

Aussi, le recours au système néo-
classique des prix a un coût (remet-
tant en cause l'hypothèse néoclas-
sique d'information parfaite), et ce
coût explique la formation de struc-

tures collectives comme les entre-
prises ou les administrations, qui
contribuent à la réduction de ces
coûts de transaction. Les «coûts de
transaction» sont tellement élevés
qu'ils justifient donc l'existence des
firmes.

En 1960, Coase publie un autre
article majeur, *The Problem of Social
Cost*, où il soutient que les droits de
propriété constituent un moyen effi-
cace pour traiter la question de la
pollution et des autres «externalités
négatives».

Depuis les travaux de son com-
patriote, l'économiste anglais Cecil
Arthur Pigou (1877-1955), monument
de l'école marginaliste, connu pour
L'économie du bien-être, l'idée que
le marché soit inefficace face aux
phénomènes des externalités est lar-
gement admise et l'intervention de
l'Etat jugée nécessaire pour pénali-
ser les agents responsables d'exter-
nalités négatives et encourager ceux
qui produisent des externalités
positives. Coase condamne
cette intervention car elle modifie la
répartition des revenus et lui préfère
l'attribution des droits de propriété
sur les biens publics (ou communs),
droits par ailleurs échangeables sur
le marché. Pour lui, seul le marché
est efficace pour gérer les externali-
tés et l'Etat doit seulement garantir le
respect des droits de propriété.
L'Etat retrouve par là son rôle tradi-
tionnel de gendarme tenu à l'écart de
la sphère économique. Ce texte
concis de 44 pages est, notamment,
à l'origine des marchés de droits à
polluer.

Les deux essais lui ont valu trois
décennies plus tard, en 1991, le
Nobel d'économie.

Le divorce entre les économistes
et les entreprises porte préjudice aux



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

uns et aux autres : il induit, pour les
entreprises, un manque de repères,
en menaçant de déclin la science
économique.

L'Algérie n'échappe pas à la ten-
dence dominante de l'engouement
pour les filières de gestion, jugées
plus ancrées dans la vie réelle.

Quant au débat public sur l'entre-
prise, il est réduit aux «trois F» (fis-
calité, foncier, financement de l'in-
vestissement) dans le sens d'une
meilleure rétribution des grosses for-
tunes apparentées au pouvoir poli-
tique, ce qui rend impossible tout
développement cumulatif et durable
susceptible de faire éclore une clas-
se de véritables entrepreneurs.

A. B.

(*) Ronald Coase, *Saving Economics
from the Economists*, *Harvard
Business Review*, décembre 2012.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



Et vous pensez sérieusement qu'il n'a que ça à faire ?

Bras de fer Ould Kablia-Belkhadem. Désolé, mais moi, je
prends parti.

A fond avec l'Algérien !

C'est symptomatique que ce soit Sellal, en personne, Premier
ministre de la RADP, qui appelle les banques à faciliter aux citoyens
l'ouverture de ... comptes courants. Voilà exactement où nous en
sommes ! Un Premier ministre obligé d'intervenir pour l'accéléra-
tion de la délivrance de RIB et de comptes épargnes aux quidams.
Comme d'ailleurs il a dû intervenir dès son installation au petit
palais, le siège du gouvernement, pour que les serpillières et l'eau de
Javel soient plus frénétiquement agitées et versées dans nos
rues et places. Demain, face à la déliquescence de l'espace Algérie,
peut-être aura-t-il encore à intervenir dans le conflit qui opposera
les receveurs de bus aux chauffeurs de ces mêmes bus, ou encore
aura-t-il à rédiger lui-même le communiqué qui obligerait les com-
merçants de détail à envelopper le gruyère vendu au poids dans
des films transparents et non pas dans du papier aluminium. Y a un
problème, Yal'Khawa ! Est-ce que c'est vraiment le boulot d'un
Premier ministre de dire aux banques de faire leur ... boulot, et d'ar-
rêter de ne vouloir ressembler qu'à des Fort Alamo imprenables par
les petits particuliers et les PME-PMI ? Sellal n'a-t-il pas d'autres
dossiers plus «stratégiques» qu'il doit aller mettre son propre nez
dans les agences bancaires, en pleine sieste ? Mais ces dérives ont
une origine ! Ces anomalies trouvent leur explication dans un acte
fondateur de l'auto-centrisme algérien. Le jour où Abdekka a pro-

noncé son fameux discours-programme au cours duquel il annon-
çait être tout, président, Premier ministre, rédacteur en chef de
l'APS, de la télé, de la radio et des Eriad enfin réunies, ce jour-là, le
mécanisme s'est enclenché. Un mécanisme en même temps diabo-
lique et aux effets dévastateurs. L'auto-centrisme du raïs a provo-
qué l'arrêt du reste du pays. THE BLOCAGE ! D'autant plus que
dans le même temps, les rares cadres gestionnaires qui osaient
encore l'initiative entrepreneuriale n'étaient pas sûrs de rentrer dor-
mir chez eux le soir, et guettaient, la peur au ventre, le moment où
la porte de leur bureau s'ouvrirait avec fracas, livrant l'accès aux
brigades chargées de les embarquer. Depuis cet acte réellement
fondateur de l'unicité de la prise de décision «soclée» au Palais, le
moindre petit geste de la vie quotidienne d'un exécutif est devenu
dépendant du châtelain. Et nous en payons aujourd'hui encore le
prix. Celui d'un comportement foncièrement ahurissant pour tout
étranger de passage dans nos murs et qui entendrait le Premier
ministre sermonner des banquiers pour qu'ils accélèrent la déli-
vrance de chèquiers. Un dossier sur lequel même le gouverneur de
la Banque d'Algérie ne devrait pas communiquer personnellement,
le déléguant à ses services et à leurs nombreuses ramifications
pour application. Ce soir, après le boulot, je rentre chez moi, et je ne
sais pas encore si je dois sortir ma poubelle à 20 heures ou à 20
heures 6 minutes, aucune note du Premier ministre ne m'étant
encore parvenue. Mais je ne désespère pas. A ce rythme, ils vont
finir par l'obliger à gérer ça, aussi ! Je fume du thé et je reste
éveillé, le cauchemar continue.

H. L.



More FUN
More YARIS



TOYOTA
TOUJOURS PLUS LOIN

OFFRE SPÉCIALE*
FIN D'ANNÉE

3 ANS
TOYOTA
GARANTIE

*Pour toute livraison avant le 31/12/2012.
Disponible dans tout le réseau TOYOTA ALGERIE et ses revendeurs agréés.

Hydra : 021 98 30 00 - Blida : 025 43 14 14 - Dely Brahim : 021 98 30 00 - Oran : 041 98 30 00 - Ouargla : 029 71 71 71 - Annaba : 038 51 16 96.
Sétif : Merouani Karim Automobiles, 036 83 24 30 - Tlemcen : Arc en ciel, 043 38 00 70 / 040 91 50 13 - Ouled Slama : Ets Saidani, 025 46 34 34
Tiaret : Eurl Habib Auto: 046 41 33 68 - Mascara : Sarl Cotram Auto: 047 93 50 81.